

Un regard écologiste sur la République Centrafricaine : analyse du conflit et propositions de sortie de crise



Synthèse de réunion du groupe Afrique EELV

Le 6 janvier 2014, quatre jours avant la démission du président centrafricain de transition Michel Djotodia, le groupe Afrique EELV s'est réuni afin « de comprendre la situation en RCA, d'envisager des solutions de sortie de crise à court et moyen terme, de discuter des initiatives envisageables dans ce cadre par EELV et par ses parlementaires, de sélectionner éventuellement les informations à transmettre au ministre délégué au Développement ».

Etaient présent/es une vingtaine de personnes dont, principaux intervenants de la réunion :

- **Jean-Pierre Betindji**, Franco-Centrafricain, pasteur, théologien, consultant pour le PNUD sur la RCA
- **Victor Bissengue**, Centrafricain, historien des pygmées Aka et principal animateur du site Sangonet.com
- **Juan Branco**, ancien collaborateur du Procureur de la CPI ayant travaillé entre autres sur l'affaire Jean-Pierre Bemba en RCA, reporter de guerre pour *Les Inrockuptibles* en RCA du 20 au 28 décembre 2013.
- **François Passema**, Centrafricain, ex-candidat à la présidentielle 1999 en RCA et candidat à la présidentielle à venir, président fondateur du Comité d'Action pour la Conquête de la Démocratie en Centrafrique (CACDCA), ancien collaborateur d'**Abel Goumba**, aujourd'hui responsable de la Formation du Syndicat des Cadres CGT de la Ville de Paris
- **Claude Yabanda**, Centrafricain, chef de cabinet du vice-président Abel Goumba entre 2003 et 2005, co-auteur en février 2013 de la Note de la 'Transnat' EELV « **Pour une résolution multilatérale du conflit en République Centrafricaine** ».

La conversation s'est organisée pour l'essentiel autour de quatre points :

1. La dissolution historique de l'Etat en RCA

2. Les ressources naturelles au cœur du conflit

3. Quelle feuille de route en vue d'un processus de reconstruction de l'Etat en RCA ?

4. L'avenir politique de la RCA et ce que peut faire EELV

1. La dissolution historique de l'Etat en RCA

- Pour François Passema, la situation actuelle de dissolution de l'Etat centrafricain est la conséquence logique de la politique appliquée jusque dans les années 2000 par la France, ancienne puissance coloniale.

- Claude Yabanda revient sur l'histoire de la RCA. Le 29 mars 1959, la mort dans des conditions suspectes (accident d'avion) de Barthélémy Boganda scelle la mort de son projet d'« Etats-Unis de l'Afrique latine » = *grosso modo* regroupement des Etats actuellement membres de la **Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC)**. En 1960, la République Centrafricaine devient indépendante seule, isolée aux confins de l'Afrique centrale francophone. Le projet de Barthélémy Boganda est à la fois égalitaire et ouvert sur les étrangers, qui ont toujours été nombreux en Oubangui-Chari. Sa devise : « Zo kwe zo » (« Un homme est un homme », *i.e.* tous les humains sont égaux et doivent être traités de la même manière) en sango, langue parlée par tou/tes les Centrafricain/es. Le programme de son parti fondé en 1949, le Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (MESAN) tient en 5 verbes définissant 5 besoins fondamentaux : Nourrir, Vêtir, Guérir, Instruire, Loger.

- François Passema reprend le fil des événements. Après la mort de Boganda, tous les présidents centrafricains vont peu ou prou être choisis par Paris : David Dacko (1960-1965 puis 1979-1981), Jean-Bedel Bokassa (1966-1979), André Kolimba (1981-1993), Ange-Félix Patassé (1993-2003), François Bozizé (2003-2012). L'élection présidentielle de 1993, qui voit la victoire d'Ange-Félix Patassé (ancien Premier ministre de Bokassa) devant Abel Goumba (ancien proche de Boganda) est frauduleuse, pilotée par la France. De même que la réélection de Patassé en 1999. En 2003, François Bozizé prend le pouvoir à la faveur d'un nouveau coup d'Etat.

Dès 2006, Bozizé doit faire face à une nouvelle rébellion venue du Nord, pilotée par Michel Djotodia. A partir de 2008-2009, l'Etat perd le contrôle de la quasi-totalité du pays, livré à diverses rébellions où les enfants soldats et les combattants étrangers, notamment venus du Tchad et du Soudan, sont nombreux. Les crimes de guerre sont quotidiens dans un pays où l'Etat et les services publics sont fantomatiques depuis la fin des années 1990. En 2008, Bozizé est obligé de concéder une partie du territoire, située à l'est du pays, à l'UFDR de Djotodia qui y exploite le diamant.

Le 10 décembre 2012, Djotodia rassemble différents mouvements rebelles du pays en une « alliance » Séléka composée de combattants centrafricains et tchadiens. Partie de la frontière tchadienne, bien armée et équipée, la Séléka arrive en quelques jours à Bangui et met en déroute une armée centrafricaine mal équipée et démotivée. La Séléka ne fait pas de prisonniers. Toutes les localités conquises sont pillées, le butin repart en 4×4 à destination du Tchad et du Soudan.

Le 24 mars 2013, Bozizé s'enfuit et Djotodia est porté au pouvoir par la Séléka.

Le 5 décembre 2013, l'intervention française « Sangaris » est décidée face à une situation de décomposition quasi-totale de l'Etat et d'insécurité maximale, avec des centaines de milliers de Centrafricain/es réfugié/es en brousse ou en forêt. Les violences à l'intérieur du pays ont aussi attiré des centaines des milliers de civil/es vers Bangui, ville où près de la moitié de la population est aujourd'hui étrangère. Parmi eux, des Tchadiens, Soudanais ou Africains musulmans issus de pays francophones qui ont dû se replier devant l'avance des milices d'auto-défense « Anti-Balakas » qui, de mieux en mieux organisées, ripostent à l'avance de la Séléka. Les 1600 militaires français sont membres de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine (MISCA), force onusienne de 4500 soldats majoritairement issus d'Afrique centrale.



Barthélémy Boganda

2. Les ressources naturelles au cœur du conflit

- Il y a un consensus entre les 5 principaux intervenants pour dire que par-delà les aspects communautaires, régionaux ou religieux, ce qui est en jeu aujourd'hui est principalement la répartition des ressources naturelles centrafricaines (pétrole au Nord ; uranium au centre ; diamant + or à l'Est ; forêt dont le sous-sol est également très riche en minéraux à peu près partout ; eau enfin des fleuves Oubangi, Chari et Uélé, convoitée par le Tchad et par le Soudan) entre les grandes puissances économiques du monde (France, Etats-Unis, Chine, Russie qui essaye de s'inviter...) et les pays africains voisins. Ce partage des ressources d'un Etat extrêmement affaibli est en cours de négociation et il n'est pas encore arrêté. Les garants et intermédiaires centrafricains de cette répartition n'ont pas encore été définitivement choisis. C'est pour cette raison, principalement, que la situation reste très instable. Les combats à Bangui sont d'ailleurs illisibles : il y a des tirs au sein d'un même camp entre différentes mouvances de la Séléka, entre différentes composantes nationales de la Misca.

- Il y a également consensus entre ces 5 intervenants pour dire que l'information est extrêmement lacunaire en-dehors de Bangui : on ne sait pas ce qui se passe dans les villages éloignés et, vu les horreurs constatées *de visu* à moins de 100 km de Bangui, il faut s'attendre au pire.

- Les 4 intervenants centrafricains estiment qu'il y a eu de la part de la Séléka une politique d'une part de terreur de façon à faire fuir des habitant/es installé/es de longue date dans certaines régions, d'autre part de destruction systématique des archives administratives non musulmanes du pays. Et ce, dans un but déterminé : effacer de la mémoire écrite qui est qui afin qu'au moment de l'établissement des listes électorales, toute personne présente sur le territoire même depuis récemment puisse être considérée comme Centrafricain – il s'agit donc d'une politique délibérée de remplacement d'une population par une autre. Sous l'influence notamment des pays de la péninsule arabique, une politique d'islamisation serait à l'œuvre en RCA, y compris sur le plan éducatif et linguistique (l'arabe se développant à côté du français, comme au Tchad ces vingt dernières années), profitant de l'absence d'Etat. Les combattants djihadistes étrangers venus de ces pays mais aussi du Pakistan ou d'Afghanistan, sont d'ailleurs nombreux aux côtés de la Séléka.

- Juan Branco apporte un « très fort bémol » à cette vision, estimant pour sa part que la Séléka ne porte pas véritablement un projet d'islamisation du territoire – Michel Djotodia est d'ailleurs de formation marxiste -, mais que les Anti-Balakas ont quant à eux un discours et des actes très fortement essentialistes à l'encontre des musulmans. Toutefois, il convient avec les 4 autres intervenants que l'Etat centrafricain est aujourd'hui à peu près totalement dissous : il a lui-même constaté que même les principaux ministères (Education nationale, Justice...) ne fonctionnent plus, tandis que la prison centrale de Bangui est aujourd'hui ouverte... ce qui génère une violence criminelle assez permanente, peut-être plus importante même que la violence politique aujourd'hui à Bangui. Il confirme également que la Séléka est désormais contrôlée militairement non plus par Djotodia mais par Noureddine Adam, un Centrafricain musulman du Nord qui a longtemps vécu au Soudan, en Egypte et aux Emirats arabes unis.



Exploitation artisanale du diamant en République Centrafricaine

3. Quelle feuille de route en vue d'un processus de reconstruction de l'Etat en RCA ?

- François Passema voit, dans l'immédiat, un processus en 4 temps :

1. Déploiement d'une force internationale de maintien de la paix d'au moins 12 500 hommes (au moins 500 dans chacune des 16 préfectures de la RCA), tous correctement payés, nourris et

équipés (ce qui n'est pas souvent le cas des forces africaines de maintien de la paix) – compte tenu des accusations de partialité dont il fait l'objet, le Tchad ne devra pas être un contributeur essentiel à cette force.

2. Désarmement de la population (car c'est presque toute la population qui est aujourd'hui armée en RCA) et expulsion des combattants étrangers de la Séléka, notamment vers le Tchad et le Soudan.

3. Retour des fonctionnaires dans les administrations et des ONG sur l'ensemble du terrain.

4. Début du recensement électoral.

Ce processus est impossible en moins d'un an.

Les élections sont nécessaires, mais elles ne sont pas la finalité d'un processus de réconciliation dont le premier objectif, au-delà bien sûr de la paix et de la sécurité, doit être la reconstitution d'un Etat fonctionnel.

- Victor Bissengue insiste sur le fait que sans désarmement, il n'y a pas de recensement électoral possible.

- Claude Yabanda rappelle qu'un million de Centrafricain/es (sur une population totale de 5 millions) ont été déplacé/es par le conflit, une grande partie d'entre eux s'est réfugiée en forêt. Ils ne retourneront pas chez eux sans le désarmement, ce qui rend évidemment tout recensement électoral illusoire avant le désarmement.



Soldats de la MISC (source : <http://rpdefense.over-blog.com/>)

4. L'avenir politique de la RCA et ce que peut faire EELV

- François Passema, Claude Yabanda et Jean-Pierre Betindji constatent que l'ensemble de la classe politique centrafricaine est discréditée auprès des Centrafricain/es. Une grande méfiance est notamment perceptible à l'égard des anciens Premiers ministres d'Ange-Félix Patassé qui essaient aujourd'hui de se faire bien voir à Paris auprès des grandes formations politiques françaises.

- Claude Yabanda insiste sur la nécessité de respecter la **Charte constitutionnelle de la transition** promulguée le 18 juillet 2013 : il en va de la crédibilité des institutions, qui ont besoin d'être restaurées en RCA. Le cadre de cette Charte, qui prévoit des élections présidentielles en février 2015 après l'établissement d'un fichier électoral entre février et novembre 2014, permet aussi de se donner le temps :

- 1) de faire émerger, en RCA ou dans la diaspora, des figures politiques qui ne se sont pas discréditées en participant de trop près aux divers régimes Dacko, Bokassa, Patassé, Bozizé... qui ont tous conduit le pays à sa désintégration actuelle ;
- 2) de réunir les fonds internationaux pour des enjeux aussi considérables que le désarmement de la population ou le retour d'un million de déplacés ;
- 3) d'organiser une grande conférence internationale sur la reconstruction de la RCA, où les pays riches qui en exploitent les ressources naturelles s'engageraient en contrepartie à financer écoles, hôpitaux, infrastructures... et formation des habitant/es pour le bon fonctionnement et la maintenance de ces équipements – cette conférence pourrait être une initiative de la France, via notamment son ministre délégué au Développement.

- Jean-Pierre Betindji estime également qu'au-delà de la réconciliation nationale, le principal enjeu qui attend la RCA demain est la négociation des relations que le pays veut avoir avec ses voisins et avec les pays riches qui viennent exploiter ses ressources naturelles. La RCA doit se donner les moyens d'un partenariat crédible avec chacun de ces pays.

- François Passema en est d'accord. Interrogé par le groupe Afrique EELV sur la dimension écologique de son projet pour la RCA, il envisage la création d'un grand ministère de l'Aménagement du territoire qui aurait notamment pour responsabilité de définir les conditions légales d'une exploitation durable des ressources naturelles. Cette définition servirait de base pour les négociations entre l'Etat centrafricain et les multinationales du secteur extractif. Elle aurait pour finalité de garantir aux générations futures des Centrafricain/es la jouissance de leurs ressources naturelles nationales.



Forêt dans la région de la Lobaye (République Centrafricaine)

Source : Commission transnationale.eelv.fr - Publié le 3 février 2014

[<http://transnationale.eelv.fr/2014/02/03/un-regard-ecologiste-sur-la-republique-centrafricaine-analyse-du-conflit-et-propositions-de-sortie-de-crise/>]